

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°14-DRCTAJ/1- 470

mettant en demeure la société PROLIFER RECYCLING de respecter les dispositions applicables aux installations qu'elle exploite à FONTENAY-LE-COMTE

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°08-DRCTAJ/1-561 du 20 octobre 2008 autorisant la société PROLIFER RECYCLING à exploiter un centre de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels banals et dangereux, 42 boulevard du champ Marot à Fontenay le Comte ;

VU le courrier adressé par la société PROLIFER RECYCLING au préfet de la Vendée le 5 juillet 2012 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité *installations classées*), en date du 8 juillet 2014, à la suite de la visite d'inspection effectuée le 4 juillet, transmis le même jour à l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant, formulées par courriers électroniques des 18 juillet et 8 août 2014 ;

Considérant qu'il a été constaté, lors de la visite d'inspection du 4 juillet 2014, que les activités pratiquées sur le site, mais aussi la configuration des installations de traitement des eaux, n'étaient pas conformes aux dispositions prévues dans l'arrêté d'autorisation précité ;

Considérant que les informations contenues dans le courrier adressé par l'exploitant le 5 juillet 2012 ne comportaient pas les éléments d'appréciation nécessaires permettant de juger des modifications apportées par le demandeur par rapport à l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 ;

Considérant que ces éléments d'appréciation n'ont pas été portés à la connaissance du préfet ce qui constitue un non respect des dispositions prévues à l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

Considérant que selon les éléments recueillis lors de l'inspection et compte-tenu de la déclaration d'antériorité produite par l'exploitant au titre de la rubrique 2791-1, le site relève du régime d'autorisation au titre de la rubrique 3532 et que l'exploitant n'a pas remis de dossier de mise en conformité imposé par l'article R.515-82 du code de l'environnement ;

Considérant que cette situation présente des risques vis-à-vis de l'environnement de l'établissement concerné, et notamment des risques de pollution des sols, des eaux souterraines et superficielles au droit du site et qu'il convient donc d'y mettre un terme ;

Considérant que les déchets présents sur le site peuvent générer une pollution des sols et des eaux souterraines ;

Considérant qu'il a été constaté que la majorité des déchets présents sur le site de Fontenay le Comte était stockée à même le sol et n'était pas entreposée sur aire étanche imperméabilisée, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.6.1 l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

ARRETE

Article 1 : La société PROLIFER RECYCLING, pour son site exploité à Fontenay le Comte, est mise en demeure **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement : « *II. - Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation* ».

Le dossier doit comporter notamment les justificatifs de dimensionnement des différents ouvrages de traitement et justifier l'absence d'évolution préjudiciable des zones d'effets à redouter en cas de sinistre.

Article 2 : La société PROLIFER RECYCLING, pour son site exploité à Fontenay le Comte, est mise en demeure **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- soit de respecter les dispositions de l'article R.515-82 : « *II. Afin de se conformer aux dispositions de la présente section, les exploitants de ces installations remettent avant le 7 janvier 2014 un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-72. Ils joignent à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59* » ;
- soit de modifier le périmètre de ses installations pour qu'elles ne relèvent plus du régime d'autorisation au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées. Dans ce cas, l'exploitant sollicite une modification des conditions de son autorisation suivant les dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Article 3 : La société PROLIFER RECYCLING, pour son site exploité à Fontenay le Comte, est mise en demeure **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 2008 : « *Les aires de réception des déchets et les aires de stockages des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.*

Le sol des aires de triage et de stockage des différents produits triés doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles (...) ».

L'exploitant doit transmettre aux services de la préfecture dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté les justificatifs visant à attester qu'il a engagé les travaux nécessaires au respect de cette prescription.

Article 4 : La société PROLIFER RECYCLING, pour son site exploité à Fontenay le Comte, est mise en demeure **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 4.5.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité : « *Un dispositif d'obturation (vanne manuelle) est installé sur chaque réseau des eaux pluviales de ruissellement et de voirie, en aval des bassins de rétention, permettant ainsi le confinement des eaux en cas de pollution ou d'incendie. Une procédure est établie quant à la manœuvre de ce dispositif* ».

Article 5 : Dans le cas où l'une des obligations prévues dans le présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement relatif aux installations classées dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 7 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de FONTENAY-LE-COMTE et pourra y être consultée.

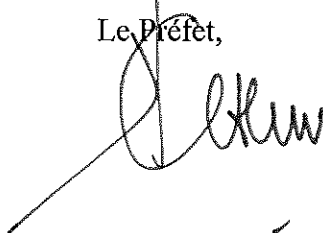
Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay le Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le
Le Préfet,

18 AOUT 2014



Jean-Benoît ALBERTINI

Arrêté n°14-DRCTAJ/1- 470

mettant en demeure la société PROLIFER RECYCLING de respecter les dispositions applicables aux installations qu'elle exploite à FONTENAY-LE-COMTE

Article L171-8

D

Créé par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 3

I. — Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II. — Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai imparti l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.